



N° **63** AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
/AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 du **31/07/18** 2018

en procédure d'urgence pour le contrôle technique et la surveillance des travaux de bitumage en enduit superficiel de certains tronçons de route dans les Départements de la Lékié et du Nkam, respectivement dans les Régions du Centre et du Littoral.

Financement : BIP- MINTP (Exercices 2018 et suivants)

Imputation : 52 36 467 03 44 11 110 2250 et 52 36 467 03 33 00 05 2250

Le Ministre des Travaux Publics, Maître d'Ouvrage, lance pour le compte du Ministère des Travaux Publics un Appel d'Offres National Restreint pour la réalisation de la prestation sus-indiquée.

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent appel d'offres a pour objet le contrôle technique et la surveillance des travaux de bitumage en enduit superficiel de certains tronçons de route dans les Départements de la Lékié et du Nkam, respectivement dans les Régions du Centre et du Littoral.

2. Allotissement

L'Appel d'Offres porte sur deux (02) lots tel que présentés ci-après :

Régions	Départements	Tronçons	Linéaire (km)	Montant TTC prévisionnel	Délai (mois)	Type d'intervention
CENTRE	LEKIE	CARREFOUR OBACK- CARREFOUR ZOA MBASSI- CARREFOUR LEBOUDI II	13,6	100 000 000	13	Contrôle technique et surveillance des travaux
LITTORAL	NKAM	MANGAMBA - BONJO	10,95	50 000 000	07	

3. Consistance des prestations :

Ces prestations qui portent sur le contrôle technique et la surveillance des travaux de bitumage en enduit superficiel de certains tronçons de route dans les Départements de la Lekie et du Nkam, Régions du Centre et du Littoral consisteront:

- Surveiller l'exécution des travaux ;
- Assurer le contrôle technique et géotechnique de la mise en œuvre des travaux
- Proposer à la signature du Chef de Service du marché des ordres de services nécessaires à la bonne exécution des travaux;
- Veiller à l'assurance de la qualité et à l'application des mesures de protection de l'environnement;
- Veiller à l'établissement des plans de récolement.

Par ailleurs, cette consistance des prestations est beaucoup plus exhaustive dans les termes de référence.

4. Participation et origine :

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux BET ou groupement de BET de droit camerounais sélectionnées issue de la liste de la composante 1 du résultat de l'Avis à Sollicitation de Manifestation d'Intérêt N°027/AMI/MINTP/2018 du 19 avril 2018 se présentant ainsi qu'il suit :

N°	BET OU GROUPEMENT DE BET	BP	TEL
1	LE COMPETING	6718 DOUALA	222 21 59 88 / 699 50 11 77
2	SETEC INGENIERIE	10083 YAOUNDE	222 23 05 82/ 699 98 29 04
3	ECTA BTP	785 YAOUNDE	222 22 04 65/ 222 22 00 87
4	DIDON CONSEIL SARL	30011 YAOUNDE	222 20 69 09
5	GROUPEMENT CAMEROUN / BEM	NEK 25 129 YAOUNDE	699 78 79 73 / 243 73 36 27
6	CADEK	3814 DOUALA	333 43 89 71
7	GROUPEMENT INTER/ MATURIS	PYRAMIDES 13 548 YAOUNDE 11 681 YAOUNDE	222 23 63 72

5. Financement et montant prévisionnel

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Publics, Exercices 2018 et suivants. Le coût prévisionnel des prestations est de : Cent cinquante millions (150 000 000) de francs CFA Toutes Taxes Comprises.

Régions	Départements	Tronçons	Montant TTC prévisionnel	Financement	Imputation
CENTRE	LEKIE	CARREFOUR OBACK- CARREFOUR ZOA MBASSI- CARREFOUR LEBOUDI II	100 000 000	BIP 2018 et suivants	36 467 03 44 11 110 2250
LITTORAL	NKAM	MANGAMBA - BONJO	50 000 000	BIP 2018 et suivants	36 467 03 33 00 05 2250

6. Délai d'exécution des prestations:

La durée d'exécution des prestations est de **treize (13) mois** pour le lot 1 et **sept (07) mois** pour le lot 2, la mobilisation étant fonction de la durée effective des travaux.

7. Administration au nom de laquelle sera conclu le marché :

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et du choix de l'attributaire par le Maître d'Ouvrage, le marché sera conclu entre celui-ci et le Maître d'Ouvrage qui est le Ministre des Travaux Publics.

8. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres pourra être obtenu dans les services du Maître d'Ouvrage, notamment à la Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussée de l'immeuble KEANO ,abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts(voie d'accès en pavés, sise au quartier MVOG-ADA), sur présentation d'une quittance de versement au Trésor Public d'une somme non remboursable au titre des frais d'achat du dossier de **Cent mille (100 000) Francs CFA**.

Cette quittance devra identifier le payeur comme représentant du bureau d'Etude Technique désireuse de participer à l'appel d'offres.

9. Cautionnement provisoire (garantie de soumission):

Les offres devront être accompagnées, d'un cautionnement provisoire (garantie de soumission) d'une durée de validité de cent vingt (120) jours à compter de la date initiale de remise des offres et établi selon le modèle indiqué dans le Dossier d'Appel d'Offres par un établissement bancaire de premier rang agréé par le ministre en charge des finances et d'un montant égal à :

LOT 1	LOT 2
Un million cinq cent mille Francs CFA (1 500 000)	Trois cent cinquante mille de Francs CFA (350 000)

Sous peine de rejet, le cautionnement provisoire devra impérativement être produit en original datant de moins de trois (03) mois.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres pour les soumissionnaires n'ayant pas été retenus. Dans le cas où le soumissionnaire est attributaire du marché, le cautionnement provisoire sera libéré après constitution du cautionnement définitif. Les chèques bancaires même certifiés ne sont pas acceptés en lieu et place du cautionnement provisoire.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté auprès des services du Maître d'Ouvrage, Sous-Direction des Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussé de l'immeuble KEANO, abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts (voie d'accès en pavés, sis au quartier MVOG-ADA).

11. Présentation des offres

Les documents constituant l'offre seront répartis en trois volumes ci-après, placés sous double enveloppe dont :

- L'enveloppe A contenant les Pièces administratives (volume 1) et l'Offre technique (Volume 2) ;
- L'enveloppe B contenant l'Offre financière (Volume 3) ;
- L'enveloppe C contenant une copie supplémentaire de l'offre financière (offre témoin scellée) qui sera transmise à l'organisme chargé de la Régulation des Marchés Publics pour conservation conformément à l'article 92 alinéa 8, du décret 2018/366 du 20 juin 2018 portant code des marchés publics.

Toutes les pièces constitutives des offres (Enveloppes A, B et C), seront placées dans une grande enveloppe extérieure scellée portant uniquement la mention de l'Appel d'Offres en cause.

Les différentes pièces de chaque offre seront numérotées dans l'ordre du DAO et séparées par des intercalaires de couleur identique autre que la blanche.

12. Remise des offres

Chaque offre, rédigée en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels devra être déposée dans les services du Maître d'Ouvrage, Direction des Affaires Générales, Sous-Direction des

Marchés Publics, Service des Appels d'Offres, au rez de chaussée de l'immeuble KEANO ,abritant certains services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logé la Cellule Spéciale de l'enregistrement des impôts(voie d'accès en pavés, sise au quartier MVOG-ADA), au plus tard ,le _____ à 13 heures et devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° _____ /AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 du _____ 2018
en procédure d'urgence pour le contrôle technique et la surveillance des travaux de
bitumage en enduit superficiel de certains tronçons de route dans les
Départements de la Lékié et du Nkam, respectivement dans les Régions du Centre
et du Littoral.**

Financement : BIP- MINTP (Exercices 2018 et suivants)

A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement ».

NB : L'enveloppe C contenant une copie supplémentaire de l'offre financière , rédigée en français et en anglais devra porter la mention :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° _____ /AONR/MINTP/CMPM-TI/2018 du _____ 2018
en procédure d'urgence pour le contrôle technique et la surveillance des travaux de
bitumage en enduit superficiel de certains tronçons de route dans les
Départements de la Lékié et du Nkam, respectivement dans les Régions du Centre
et du Littoral.**

Financement : BIP- MINTP (Exercices 2018 et suivants)

OFFRE TEMOIN A TRANSMETTRE A L'ARMP POUR CONSERVATION ».

Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

13. Ouverture des Offres

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

- L'ouverture des offres administrative et technique aura lieu le _____ à 14 heures par la Commission Ministérielle de Passation des Marchés des Travaux d'Infrastructures auprès du Ministère des travaux Publics, siégeant à la salle de réunion de ladite commission sis à la Délégation Régionale des Travaux Publics du Centre à Yaoundé. Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne dûment mandatée de leur choix, ayant une parfaite connaissance du dossier.
- A l'issue de l'examen des pièces administratives et de l'évaluation des offres techniques, l'ouverture des offres financières sera effectuée dans les mêmes conditions, à une date ultérieure qui sera communiquée aux soumissionnaires dont le dossier administratif est conforme et ayant obtenu une note technique égale ou supérieure à 70 points sur 100.

14. Recevabilité des Offres

Les offres ne respectant pas le mode de séparation des dossiers administratif, technique et financière ne contenant pas l'offre témoin scellée seront irrecevables.

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Avis et du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission établie selon le modèle proposé dans le DAO et délivrée par une banque de premier rang agréée par le Ministère en charge des Finances, valable pendant **trente (30) jours** au delà du délai de validité des offres.

Sous peine de rejet, les pièces administratives requises devront être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.

Avant toute élimination de candidats présentant des pièces administratives jugées non conformes aux exigences du DAO, qu'un délai supplémentaire d'au moins 48 heures soit accordé à ces derniers pour, soit fournir des informations complémentaires, soit mener des vérifications supplémentaires sur la validité de la pièce reçue.

Elles devront obligatoirement dater de moins de trois (03) mois à la date initiale de remise des offres.

15. Critères d'évaluation des offres :

15-1 : Critères éliminatoires

Dossier administratif :

- a) *Absence de la caution de soumission;*
- b) *Absence après un délai de 48 heures après le dépôt des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif à l'exception de la caution de soumission ;*
- c) *Non-conformité après un délai de 48 heures après le dépôt des offres, d'au moins une des pièces du dossier administratif ;*
- d) *Fausse déclaration, pièce falsifiée ou non authentique,*

Offre technique:

- a) *Fausse déclaration, documents falsifiés ou scannés en lieu et place des copies certifiées ou originaux ;*
- b) *Absence de la note méthodologique (organisation, planning et compréhension du projet) ;*
- c) *Absence de la déclaration sur l'honneur attestant que le soumissionnaire n'a pas abandonné un marché au cours des trois dernières années, et qu'il ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes établies par le MINMAP ;*
- d) *Absence d'un Chef de mission remplissant les conditions de qualification et d'expérience spécifiques demandées dans le RPAO ;*
- e) *Absence d'une capacité de financement (Ligne de crédit disponible) d'au moins 50 000 000 (cinquante millions) de FCFA pour le lot 1 et 25 000 000 (vingt cinq millions) de FCFA pour le lot 2, délivrée par une banque de premier ordre agréé par*

le Ministre en charge des Finances ;

- f) Absence d'un contrat de sous - traitance avec un laboratoire geotechnique agréé dûment complété suivant le modèle de la pièce 9.8 (pour ceux qui n'en dispose pas en leur sein) ou une copie de l'agrément (pour ceux qui en dispose en leur sein);
- g) Utilisation d'un agent public sans justificatif de sa libération de la fonction publique;
- h) N'avoir pas obtenu une note technique supérieure ou égale à 70/100.

Offre financière :

- a) Offre financière incomplète pour absence de l'une des pièces suivantes : lettre de soumission, bordereau des prix unitaires (BPU), détail quantitatif et estimatif (DQE) et sous-détails des prix ;
- b) Omission dans l'offre financière (BPU, DQE et Sous-détail des prix) d'un prix unitaire quantifié.

15-2 : Critères essentiels

Les offres techniques

Les offres techniques seront notées suivant les critères essentiels ci-après:

- a) Qualification des experts et leur expérience dans le domaine du projet sur **40 points;**
- b) Moyens techniques et matériels à mettre en place par lot postulé sur **40 points;**
- c) Références du BET sur **18 points ;**
- d) Attestation et rapport documenté de la visite de site sur **02 points.**

Les offres financières

Seules les offres financières des soumissionnaires dont l'offre aura été déclarée recevable à l'issue de l'examen de la conformité des pièces administratives (1ère étape) et de l'évaluation technique (2ème étape) seront évaluées et notées, en fonction des critères ci-après :

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM = Note relative au montant de l'offre financière du soumissionnaire ;

MMd = Montant évalué de l'offre la moins-disante;

MS = Montant évalué du soumissionnaire.

Une pondération sera faite entre la note technique et la note financière pour obtenir la note finale N (note technico-financière) suivant la formule ci-après :

$$N = [(70 \times \text{Note Technique}) + (30 \times \text{Note Financière})] / 100$$

16. - Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent tenus par leur offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. Attribution du marché :

Le Maître d'Ouvrage attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la mieux-disante, c'est-à-dire celle ayant obtenu la note finale la plus élevée, et jugée substantiellement conforme au Dossier d'Appel d'Offres.

18. Renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires d'ordre technique peuvent être obtenus à la Direction des Affaires Générales (Sous-Direction des Marchés Publics / Service des Appels d'Offres, situé au Rez de Chaussée de l'Immeuble KEANO, abritant certains Services du Ministère des Travaux Publics, derrière l'immeuble où est logée la Cellule Spéciale de l'Enregistrement des Impôts (voie d'accès en pavé) sis au quartier Mvog-Ada).

Yaoundé, le _____

Ampliations :

- MINMAP (ATCR)
- ARMP
- CMPM-TI/MINTP.
- DGTI/DRR ;
- SOPECAM ;
- CHRONO,
- ARCHIVES ;
- AFFICHAGE.



RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTÈRE DES TRAVAUX
PUBLICS



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

MINISTRY OF PUBLIC WORKS

63

LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No _____/AONO/MINTP/CMPM-TI/2018 of _____ in
emergency procedure for the technical control and supervision of the surface
dressing pavement works of certain road stretches in the Lekie and Nkam
Divisions, Littoral and Centre regions

Financing: MINTP-PIB (2018 Financial Year et seq)

Line: 52 36 467 03 44 11 110 2250 and 52 36 467 03 33 00 05 2250

On behalf of the Government of the Republic of Cameroon, **The Minister of Public Works, Project Owner**, hereby issues a Limited National Invitation to Tender for the above works.

1. Object

The tender concerns the technical control and supervision of the surface dressing pavement works of certain road stretches in the Lekie and Nkam Divisions, Littoral and Centre regions.

2. Allotment

The works shall be tendered for in two (2) lots as follows:

Regions	Divisions	Stretches	Length (km)	Estimated amount incl. of taxes	Timeframe (months)	Type of intervention
CENTRE	LEKIE	OBACK JUNCTION- ZOA MBASSI JUNCTION - LEBOUDI II JUNCTION	13,6	100 000 000	13	Technical control and supervision of works
LITTORAL	NKAM	MANGAMBA - BONJO	10,95	50 000 000	07	

3. Scope of works

The works which concern the technical control and supervision of the surface dressing pavement works of certain road stretches in the Lekie and Nkam Divisions, Littoral and Centre regions shall comprise :

- Supervise the execution of the works;
- Ensure the technical and geotechnical control of execution of the works;
- Propose to the Service Head of the contract for signature, the Notice to Proceed necessary for the proper execution of the works;

- Ensure the quality and implementation of environment protection measures;
- Ensure the drawing up of the verification plans.

Details of the works are indicated in the Terms of Reference.

4. Eligibility

Participation in this tender shall be open on equal conditions to the following Cameroon law-abiding public works consulting firms and joint-ventures, pre-selected after Request for Expression of Interest N°027/AMI/MINTP/2018 of 19 April 2018.

N°	CONSULTING FIRM OF JOINT-VENTURE	P.O Box	TEL
1	LE COMPETING	6718 DOUALA	222 21 59 88 / 699 50 11 77
2	SETEC INGENIERIE	10083 YAOUNDE	222 23 05 82/ 699 98 29 04
3	ECTA BTP	785 YAOUNDE	222 22 04 65/ 222 22 00 87
4	DIDON CONSEIL SARL	30011 YAOUNDE	222 20 69 09
5	NEK CAMEROUN / BEM JOINT-VENTURE	25 129 YAOUNDE	699 78 79 73 / 243 73 36 27
6	CADEK	3814 DOUALA	333 43 89 71
7	PYRAMIDES INTER/ MATURIS JOINT-VENTURE	13 548 YAOUNDE 11 681 YAOUNDE	222 23 63 72

5. Financing and estimated amount

Works under this tender shall be financed by the Public Investment Budget of the Ministry of Public Works for the 2018 Financial Year et seq. The estimated cost shall stand at one hundred and fifty million (150 000 000), inclusive of taxes.

Regions	Divisions	Stretches	Estimated amount incl. of taxes	Financing	Line
CENTRE	LEKIE	OBACK JUNCTION- ZOA MBASSI JUNCTION - LEBOUDI II JUNCTION	100 000 000	PIB 2018 et seq	36 467 03 44 11 110 2250
LITTORAL	NKAM	MANGAMBA - BONJO	50 000 000	PIB 2018 et seq	36 467 03 33 00 05 2250

6. Timeframe

The execution timeframe shall be **thirteen (13) months** for lot 1 and **seven (7) months** for lot 2, mobilization being part of the effective duration of the works.

7. Contracting authority

After the evaluation of offers, the contract shall be signed between the Minister for Public Works, Project Owner, and the successful tenderer.

8. Acquisition of tender documents

The tender documents may be obtained at the MINTP Sub-Department of Public Contracts (Tenders Service), situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance, situated in Mvog-Ada quarter), upon presentation of a receipt of payment into the Public Treasury of a non-refundable fee of **one thousand (100 000) CFA F.**

9. Provisional guarantee (bid bond)

Tenders shall include a provisional guarantee (bid bond) of a validity period of **one hundred and twenty (120) days**, with effect from the initial tender-submission date and issued in keeping with the tender model by a first class banking institution approved by the Minister in charge of finance. The amount shall stand as follows:

LOT 1	LOT 2
One million five hundred thousand (1 500 000) CFA Francs	Three hundred and fifty thousand (350 000) CFA Francs

Lest it be rejected, the provisional guarantee must be the original dating less than **three (3) months** old.

The provisional guarantees of unsuccessful tenderers shall be released automatically at most **thirty (30) days** with effect from the expiration of the tender validity. That of the successful tenderer shall be released after the constitution of the definitive guarantee.

Ordinary of certified cheques shall not be accepted as provisional guarantee.

10. Consultation of tender documents

The tender documents may be consulted at the MINTP Sub-Department of Public Contracts (Tenders Service), situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance, situated in Mvog-Ada quarter).

11. Presentation of tenders

The tender constituent documents shall be presented in the following three volumes enclosed in a double envelope as follows:

- Envelope A containing the Administrative documents (Volume 1) and the Technical proposal (Volume 2);
- Envelope B containing the Financial offer (Volume 3)

- Envelope C containing a supplementary copy of financial offer 5offer witness sealed° that will be transmitted to the organism charged of the regulation of the Public Markets for conservation in accordance with the article 92 paragraph 8 , of the decree 2018/366 of june 20 2018 structural code of the public markets.

All the constituent documents (envelopes A, B and C) shall be enclosed in a sealed outer envelope bearing only the subject of the tender.

The different documents of each tender shall be numbered in the order indicated in the tender and separated by dividers of the same colour other than white.

12. Submission of tenders

Drafted in English or French in septuplicate (7) including one (1) original and six (6)

copies, labelled as such, tenders shall be submitted at the MINTP Sub-Department of Public Contracts (Tenders Service), situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance, situated in Mvog-Ada quarter), no later than _____ at 1 p.m. They shall bear the following:

“LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No _____/AONO/MINTP/CMPM-TI/2018 of _____

in emergency procedure for the technical control and supervision of the surface dressing pavement works of certain road stretches in the Lekie and Nkam Divisions, Littoral and Centre regions

Financing: MINTP-PIB (2018 Financial Year et seq)

To be opened only at the tender-evaluation session”

NB: The envelope containing C a supplementary copy of the financial offer, written in french or in english should carry the mention:

“LIMITED NATIONAL INVITATION TO TENDER

No _____/AONO/MINTP/CMPM-TI/2018 of _____

in emergency procedure for the technical control and supervision of the surface dressing pavement works of certain road stretches in the Lekie and Nkam Divisions, Littoral and Centre regions

Financing: MINTP-PIB (2018 Financial Year et seq)

OFFER WITNESS HAS TRANSMIT TO THE ARMP FOR CONSERVATION”

Tenders received after the submission deadline shall be rejected.

13. Opening of tenders

Tenders shall be opened twice.

- The administrative documents and the technical proposals shall be opened by the MINTP Infrastructural Projects Tenders Board on _____ at 2 p.m, in their meeting room situated at the Centre Regional Delegation of Public Works.

Only tenderers may attend the opening session or each have themselves represented by only one duly mandated person of their choice with sound knowledge of their file.

- Following the examination of the administrative documents and the evaluation of the technical proposals, the financial offers shall be opened under the same conditions on a later date to be communicated to tenderers with the compliant administrative file and having scored a technical mark of at least 70 out of 100 points.

14. Tender compliance

Tenders not respecting the separation mode of the administrative document, the technical proposal and the financial offer shall be rejected.

Any offer not in keeping with the tender requirements, especially the absence of the provisional guarantee, issued in keeping with the tender model by a first class banking institution approved by the ministry in charge of finance and valid for a period of **thirty (30) days** with effect from the tender validity deadline shall be rejected.

Lest they be rejected, shall be submitted only the originals or true copies of the relevant administrative documents, certified by the issuing service in keeping with the requirements of the Special Tender Regulation.

Before any rejection, the consultants with compliant administrative documents shall be allowed an additional period of at least 48 hours either to provide further information or to carry out other verifications on the validity of the documents received.

They must date no more than three (3) months old on the initial tender-submission deadline.

15. Tender evaluation criteria

15-1 Eliminary criteria

Administrative documents

- a) Absence of provisional guarantee;
- b) Absence of a deadline of 48 hours following the submission deadline, of at least one of the administrative documents except the provisional guarantee;
- c) Non-compliance after 48 hours following the submission deadline, of at least one of the administrative documents;
- d) False declaration, forged or non-authentic document;

Technical proposal

- a) False declaration, forged or scanned document in place of true or original copies;
- b) Absence of the methodology note (organization, planning and understanding of the project);

- c) Absence of a former declaration attesting that the tenderer has not abandoned a contract during the past three (3) years and that he is not on the list of defaulting contractors published by MINMAP;
- d) Absence of a mission head meeting the relevant qualification and experience;
- e) Absence of a financial capacity (credit line available) of at least fifty million (50 000 000) CFA francs for lot 1 and twenty-five million (25 000 000) CFA francs for lot 2, issued by 1st class banking institution approved by MINFI;
- f) Absence of a sub-contracting contract with an approved geotechnical laboratory duly filled in keeping with document 9.8 (for those who do not have it) or copy of the agreement (for those who have it);
- g) Use of a public agent without justification of his liberation from the public service;
- h) Failure to score a technical mark of at least 70/100.

Financial offer

- a) Incomplete financial offer due to the absence of one of the following documents: tender letter, unit price list (BPU), quantitative and cost estimate (DQE) and price sub-details;
- b) Omission in the financial offer (BPU, DQE and under-detail of the prices) of an unit price quantified.

15-2 Essential criteria

The technical proposal shall be evaluated as per the following essential criteria:

- a) Qualification of experts and their experience in the project field out of 40 points;
- b) Technical resources and equipment to be mobilized per lot out of 40 points;
- c) Consultant's reference out of 18 points;
- d) Attestation and document site visit report out of 2 points;

Financial offers

Only the financial offers of tenderers with compliant administrative documents (stage 1) and having scored a satisfactory technical mark (stage 2) shall be evaluated according to the following criteria:

$$NM = MMd \times 100 / MS$$

NM= Tenderer's financial amount mark;

MMd= Amount of lowest bid;

MS = Tenderer's evaluated amount.

The technical mark and the financial mark shall be weighted to obtain the final mark N (technico-financial mark) as per the following formular :

$$N = [(70 \times \text{Technical mark}) + (30 \times \text{Financial mark})] / 100$$

16. Tender validity

Tenderers shall be bound by their tenders for a period of one hundred and twenty (120) days with effect from the tender-submission deadline.

17. Contract award

The contract shall be awarded to the tenderer with the best bid, that is the tender with the highest mark and deemed to be substantially in keeping with the tender document.

18. Further information

Additional technical information may be obtained at the MINTP Department of Department of General Affairs (Sub-Department of Public Contracts / Tender Service), situated on the ground floor of KEANO Building, located behind the building hosting the Special Taxation Registration Unit (see paved entrance) Mvog-Ada quarter.

Yaounde, _____

copied:

- MINMAP (ATCR)
- ARMP
- CMPM-TI/MINTP.
- DGTI/DRR;
- SOPECAM;
- CHRONO,
- ARCHIVES;
- NOTICE BOARD.

